



Hebdomadaire
Paraît le vendredi
N° 2449
10 juillet 2015
1,20 € • DOM: 1,80€



Prolétaires de tous les pays, unissons-nous!

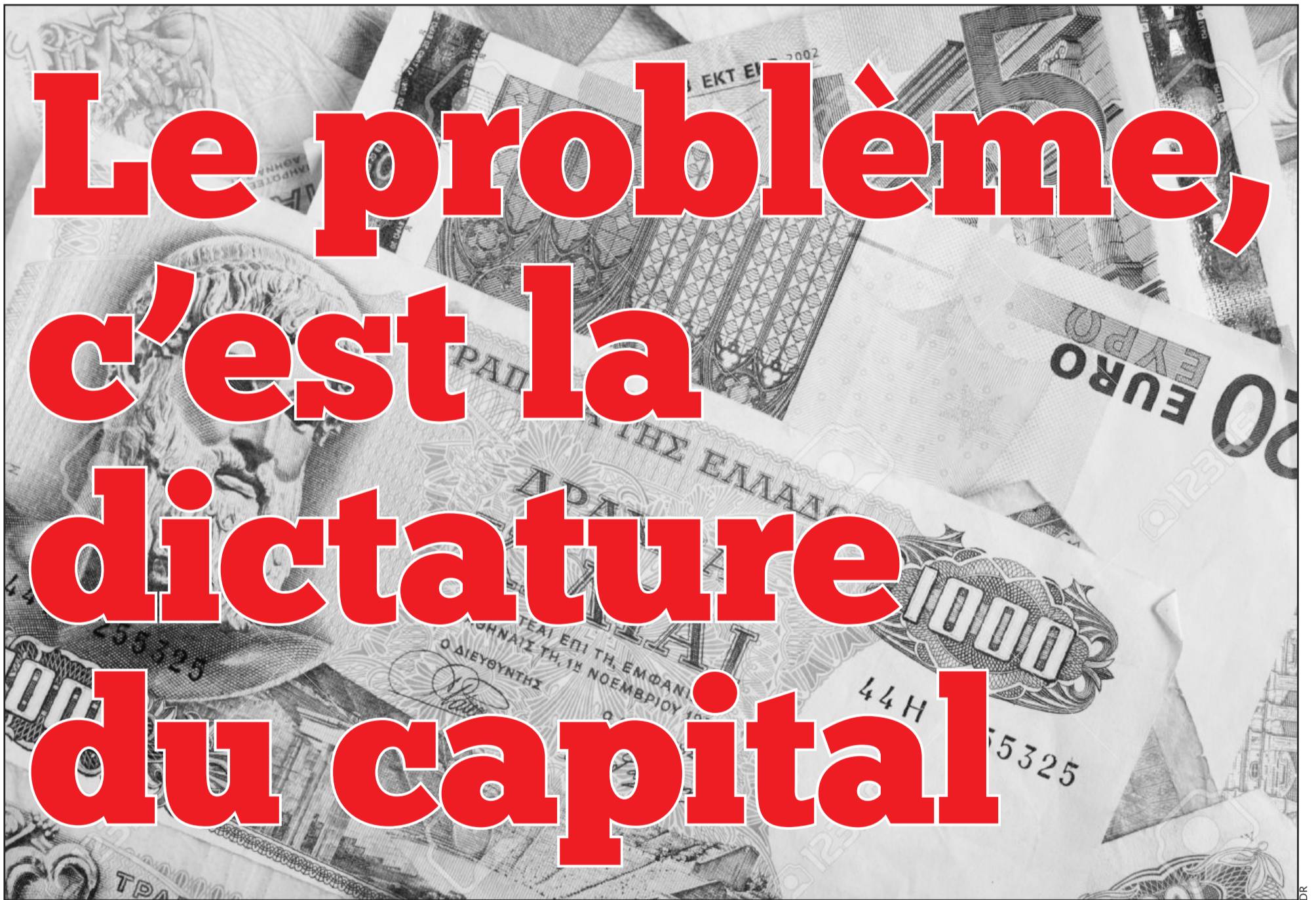
Lutte

**Le journal
d'Arlette Laguiller**

OUVRIÈRE

UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Euro ou monnaie nationale...



Calais

**Un bidonville
d'État**

Page 3

Durant tout l'été

**Lutte Ouvrière
à votre
rencontre**

Page 12

MyFerryLink

**Les marins ne
lâchent pas**

Page 9

Une bataille électorale gagnée contre les étrangleurs du peuple grec, mais la guerre continue

En votant non, l'électorat populaire grec a rejeté le énième plan d'austérité que les institutions internationales de la bourgeoisie veulent lui imposer. Malgré le concert de menaces des chefs d'État d'Europe, relayés par les médias à genoux devant le grand capital, malgré les nantis grecs, les classes populaires ont exprimé leur refus de continuer à subir les baisses de salaire, les licenciements, les coupes dans les retraites, le plongeon dans la pauvreté. Elles ne veulent plus payer pour une dette qu'elles n'ont pas faite et dont elles n'ont en rien profité.

En votant comme il l'a fait, l'électorat populaire s'est exprimé courageusement, mais n'a pas changé le rapport de force avec le grand capital qui, au nom des intérêts à payer, démolit les conditions d'existence de la majorité de la population. C'est là la limite de l'expression électorale, dans une société dominée par l'argent, par la grande bourgeoisie.

Le gouvernement Tsipras ne demandait pas autre chose que de reprendre les négociations avec les étrangleurs des classes populaires. Et, pour montrer sa bonne volonté, il vient d'offrir à ses interlocuteurs la tête de Varoufakis, le ministre des Finances, qui a eu un langage un peu trop dru pour ces messieurs de la haute finance et leurs serviteurs politiques.

Si, dans son affrontement avec les institutions, Tsipras défend la dignité nationale de la Grèce foulée aux pieds par les grandes puissances impérialistes d'Europe, il ne représente pas pour autant les intérêts de classe des exploités. Il ne l'a d'ailleurs jamais prétendu. Les classes populaires ont intérêt à surveiller les négociations, pour pouvoir s'opposer à ce que les retraites, le salaire minimum, leur survie soient sacrifiés.

Ce qui se passe en Grèce concerne les exploités d'ici. Le peuple étranglé par la finance, c'est aujourd'hui le peuple grec. Demain, à qui le tour ?

Depuis des années, la classe capitaliste investit de moins en moins dans les usines, les machines, dans des productions créatrices d'emplois. Oh, elle n'a jamais investi par souci de l'intérêt collectif, mais pour faire du profit en exploitant les travailleurs. Mais, avec la crise, investir dans la production sans avoir la certitude de vendre, c'est un risque que les groupes capita-

listes les plus puissants refusent de plus en plus de courir. Ils ont trouvé mieux : prêter de l'argent aux particuliers, aux collectivités locales, aux institutions, aux États, moyennant intérêts. En somme, l'usure à la place de la production.

Depuis des décennies, la finance pénètre toute la société, la ligote, l'étouffe. Le crédit se substitue aux salaires insuffisants. Les hôpitaux, destinés à soigner, doivent de plus en plus assurer le paiement d'intérêts aux banques, quitte à rendre les conditions de travail du personnel hospitalier insupportables et la qualité des soins problématique. Les municipalités et les collectivités locales sont étranglées par leurs dettes.

Voilà pourquoi les dirigeants politiques, les médias aux ordres répètent comme des perroquets que payer les intérêts de la dette est une obligation absolue. Voilà pourquoi ils ne peuvent pas accepter qu'un pays, fût-il petit, conteste la légitimité de sa dette. Dans la guerre que le grand capital financier mène pour imposer son parasitisme, les classes exploitées de Grèce sont des « fusillés pour l'exemple ». C'est un avertissement pour tous.

Alors, bien sûr, la solidarité des exploités doit aller aux classes populaires grecques.

Parmi ceux qui applaudissent au succès du non, il n'y a pas que des amis des classes exploitées. Il y a tous ceux, et pas seulement à l'extrême droite, qui brandissent des leurres pour détourner la méfiance des classes populaires de leurs véritables ennemis. Les responsables des malheurs du peuple grec ne sont ni la zone euro, ni l'intransigeance de l'Allemagne, ni l'Europe, mais le grand capital et ceux qui le possèdent.

Qu'est-ce que cela changerait pour les exploités grecs soumis au racket de la finance d'avoir à payer en drachmes plutôt qu'en euros ?

La société crève de la dictature de la grande bourgeoisie, de la course au profit d'une minorité.

Par-delà tous les affrontements partiels, aujourd'hui en Grèce, demain ici peut-être, l'avenir dépend de la capacité de la classe des exploités à s'attaquer aux racines du mal, à se donner pour objectif l'expropriation de la grande bourgeoisie, la mise de l'économie sous le contrôle de la population. Et à se donner les moyens d'y parvenir.

Au sommaire

LEUR SOCIÉTÉ

Hollande chez les dictateurs africains p. 3

Calais : bidonville d'État p. 3

Migrants : surenchères réactionnaires p. 3

Canicule au travail p. 4

Amiante : l'État complice p. 5

Pôle emploi : contre les travailleurs et les chômeurs p. 5

Liberté des médias, version Bolloré p. 5

Pilleurs de tombe p. 5

Alfortville : activités périscolaires p. 5

Emprunts toxiques p. 11

Enfants Roms p. 11

Santé : soigner la finance aux

dépens de la population p. 12

Tour de France : une affaire qui tourne bien p. 12

ENTREPRISES

MyFerryLink : les marins ne lâchent pas p. 9

Arc International : les attaques continuent p. 9

La Halle : les travailleurs ne veulent pas être soldés p. 9

Technip : les rois du pétrole licencient p. 9

Les plans d'enfer de La Poste Loir-et-Cher p. 9

Cooperl - Lamballe : dirigeants fraudeurs p. 10

Adrexo - Angers : non au licenciement d'une militante ! p. 10

EDF : ça coupe p. 10

Économies dans la fonction publique p. 10

STMicroelectronics : menaces sur l'emploi p. 11

DANS LE MONDE

Grèce : après le référendum p. 6

Euro ou monnaie nationale p. 6

Drôles de professeurs de démocratie p. 6

La dette : une machine à saigner le peuple grec p. 7

Pour l'exemple p. 7

Les ambitions de Mélenchon p. 7

Égypte : le chaos s'étend au Sinaï p. 8

Tunisie : état d'urgence contre les travailleurs p. 8

Haïti : hausse du dollar et vie chère p. 8

Lutte Ouvrière dans les kiosques

Notre journal est disponible chez les marchands de journaux, distribué par les Messageries lyonnaises de presse (MLP).

Les idées que nous défendons doivent pouvoir entrer en contact avec un plus large public. C'est pourquoi nous comptons sur tous nos amis, militants et sympathisants ou lecteurs occasionnels. Ils peuvent intervenir auprès des marchands de journaux qu'ils connaissent, pour que ceux-ci affichent notre journal, et les en remercier, non seulement en leur achetant *Lutte Ouvrière* mais en les privilégiant pour leurs autres achats de presse. Ils peuvent aussi nous signaler les points de vente où *Lutte Ouvrière* n'apparaît pas, mais où ils pensent que ce serait souhaitable. Sur le site Internet de *Lutte Ouvrière* (rubrique « dans les kiosques ») on peut trouver la liste des points de vente où notre journal est disponible.

Merci à tous nos lecteurs de faire mieux connaître *Lutte Ouvrière*.

Tournée commerciale : Hollande chez les dictateurs africains

Du point de vue des capitalistes français, la petite tournée de Hollande au Bénin, en Angola et au Cameroun début juillet a été un succès. De Total à Eiffage en passant par Accor, cinquante chefs d'entreprises françaises étaient présents dans cette délégation.

Au Bénin, le président Boni Yayi, de plus en plus contesté, a accepté de ne pas briguer un troisième mandat. Hollande se targue d'avoir soutenu la transition « démocratique ». Le nouveau candidat à la présidence, Lionel Zinsou, Premier ministre, est un ancien membre du cabinet de Fabius et, comme Macron, est passé par la banque Rothschild. Autant dire que cette « transition

démocratique » arrange surtout les intérêts de la France et des puissances d'argent en Afrique.

Il n'y a même pas ce semblant de transition démocratique en vue par contre en Angola ou au Cameroun, avec deux dictateurs aussi sanguinaires l'un que l'autre, Dos Santos et Biya, au pouvoir respectivement depuis trente-cinq et trente-deux ans. Mais, là encore, des

affaires pour les grosses sociétés françaises, accompagnées d'une coopération militaire pour maintenir l'ordre dans la région. En Angola, Total a obtenu un nouveau contrat avec la société d'État Sonangol pour l'exploitation du pétrole ; Accor, l'ouverture de cinquante hôtels ; Eiffage, la construction de cent quatre passerelles. Au total : près d'un milliard d'euros pour la France, autrement dit pour des sociétés françaises. Du coup, il n'a pas été question de dénoncer les milliers d'arrestations et la torture généralisée.

Antoine Ferrer



Calais : un bidonville d'État

Mercredi 1^{er} juillet, premier jour de canicule, quatre ONG ont lancé à Calais une opération d'urgence humanitaire, d'ordinaire réservée aux situations de guerre ou de catastrophe naturelle. Elles sont intervenues dans le camp installé à l'extérieur de la ville, où survivent actuellement près de 3 000 réfugiés, dans l'attente pour la plupart de réussir leur passage en Grande-Bretagne et, pour certains, de voir aboutir leur demande d'asile en France.

Des migrants se sont portés volontaires pour distribuer des récipients d'eau potable, des kits d'hygiène, pour construire des blocs sanitaires avec douches et toilettes, des abris, des cuisines collectives. Médecins du monde a commencé des consultations dans les cabanes installées dans la « jungle », pour des cas de gale, des infections respiratoires et digestives dues au manque d'accès à l'eau et à l'ingestion de sable, pour les blessures dues aux chutes des camions ou pour un soutien psychologique.

Il s'agissait, comme le dit le responsable de Solidarités international, de secourir les « personnes dont la vie est menacée, en couvrant leurs besoins vitaux : boire, manger, s'abriter... Ici à Calais, on peut dire que c'est pire que dans certains camps de Jordanie. » Un jeune médecin revenant d'Afrique disait : « Je ne croyais pas avoir un jour à faire une mission dans mon propre pays. » Un autre accusait lui aussi : « On est en deçà des standards des

camps de réfugiés (...). C'est une réponse d'urgence, la France n'assume pas. On ne veut pas attendre qu'il y ait de la casse, des morts, avant de déclencher des mesures adaptées... C'est une volonté délibérée de ne pas protéger les gens. »

En effet, l'ouverture du centre Jules-Ferry en avril 2015 – cinq mois après la décision du ministre de l'Intérieur Cazeneuve ! – est une mesure dérisoire face à l'afflux des réfugiés.

Le centre, géré par une entreprise, en collaboration avec des associations d'aide aux migrants qui se sont démenées pour garder le contact avec eux, est un dispositif de jour prévu pour 1 500 personnes et 100 hébergements de nuit pour les femmes, avec une distribution de repas une fois par jour et quatre douches.

Cette structure, située à sept kilomètres du centre de Calais, permet aux autorités de cacher ces migrants qui, à leurs yeux, déparent l'image de la ville. En juin, la sous-préfecture a fait

évacuer tous les squats et campements de la ville, sous la menace d'une intervention policière musclée. Même si les réfugiés s'y heurtaient à l'hostilité de certains habitants, ils y avaient aussi tissé des liens de voisinage et de solidarité, et ils étaient à proximité des commerces et des services urbains.

Depuis, leur situation est devenue encore plus dure. Ils se retrouvent concentrés hors de la ville aux abords du centre Jules-Ferry, loin de tout, sur une zone de dunes qui est une ancienne décharge. Au milieu des broussailles, ils ont construit peu à peu des abris de fortune, alignés le long des allées de sable, répartis par quartiers selon les différentes nationalités,

et formant ce que les associations ont appelé un « bidonville d'État ». Ce no man's land est longé par trois voies, dont l'autoroute conduisant vers le port, le long de laquelle un haut grillage est en construction. La police, qui y circule en permanence, interpelle ceux qui sortent du camp pour tenter de passer en Angleterre et les mène en centre de rétention.

L'opération d'urgence des ONG devrait durer plusieurs mois. Elles espèrent que les autorités françaises réagiront, notamment « en réalisant dans les plus brefs délais les aménagements promis ». Mais les associations d'aide aux migrants réclamaient depuis le mois de mars des points d'eau, des WC, des douches, et il

a fallu attendre juin pour que des robinets supplémentaires et deux bennes à ordures soient installés.

Le ministre de l'Intérieur n'est pas pressé. Lors de sa rencontre le 2 juillet avec le ministre britannique de l'Immigration, la seule mesure prise a été le déblocage de moyens financiers pour combattre les gangs impliqués dans le trafic de migrants. Ce qui ne changera rien aux raisons qui, dans leur pays d'origine, poussent les réfugiés sur les voies de l'exil.

Quant au traitement humain des migrants, c'est bien le dernier de ses soucis. Mardi 7, au matin, l'un d'entre eux encore est mort en tentant d'emprunter le tunnel.

Correspondant LO

Migrants : surenchère réactionnaire

En visite à Menton, le président du conseil départemental des Alpes-Maritimes et député Les Républicains Éric Ciotti réclame, pour la Police des frontières, la possibilité de recourir à des tests osseux afin d'évaluer l'âge des jeunes migrants qui se trouvent actuellement à la frontière italienne.

Ces tests osseux sont pourtant largement controversés. Non seulement par des associations comme RESF (Réseau éducation sans frontières)

qui en demande la suppression, mais aussi par le Haut-Conseil de la santé publique ou l'Ordre des médecins. Ces médecins expliquent que leurs résultats ne peuvent permettre de déterminer avec certitude l'âge d'enfants ayant subi des retards de croissance, dus à la malnutrition et à un mauvais état de santé général.

Le gouvernement Hollande est passé outre à leur manque de fiabilité et a maintenu les tests osseux, qui ne peuvent

toutefois être pratiqués que sur décision judiciaire. Ils ont déjà servi à faire condamner de jeunes migrants pour faux et usage de faux, avec à la clé des peines de prison, avec ou sans sursis, des sanctions financières, l'expulsion du territoire et l'interdiction de séjour.

Quant à Ciotti, il a trouvé là un os à jeter à l'opinion réactionnaire et xénophobe, celle de son électeurat.

Nadia Cantale

Canicule au travail : ça va chauffer

Les dernières très fortes chaleurs ont rendu encore un peu plus difficiles les conditions de travail de nombre d'ouvriers, employés et autres salariés travaillant à l'extérieur ou dans des locaux non climatisés. Le Code du travail, qui serait selon le patronat si contraignant, reste très vague quand il s'agit de la santé des travailleurs.

Un des articles concernant les prétendues obligations des patrons lors de périodes de canicule se limite à la nécessité de concevoir des « *équipements et caractéristiques des locaux de travail [...] de manière à permettre l'adaptation de la température à l'organisme humain pendant le temps de travail* ». Aucune mesure précise n'est donc réellement

envisagée. Concernant les ouvriers qui travaillent à l'extérieur, comme ceux du bâtiment, l'article est un peu plus précis, mais les recommandations restent très modestes. Le patron est censé « *mettre à disposition des travailleurs de l'eau potable et fraîche pour la boisson, à raison de trois litres au moins par jour et par travailleur* ». Mais même cela

n'est la plupart du temps pas appliqué.

L'Institut national de recherche et de sécurité (INRS) précise que la chaleur « *peut constituer un risque pour les salariés au-delà de 30°C pour une activité sédentaire, et 28°C pour un travail nécessitant une activité physique* ». Pourtant, on ne trouve rien dans le Code du travail mentionnant une

température maximale au-delà de laquelle le travail devrait obligatoirement cesser. Les patrons peuvent ainsi légalement faire produire coûte que coûte, quelle que soit l'indication du thermomètre, du moins jusqu'à ce que cela finisse par chauffer contre les conditions de travail qu'ils veulent imposer.

Aline Rétesse

Extraits des bulletins d'entreprise Lutte Ouvrière

PSA Saint-Ouen : pause chaleur

Mercredi, dans l'équipe d'après-midi, la chaleur a fait monter la température de rafraîchissement des pinces au Ferrage. Résultat : la panne de tout l'atelier. Finalement, à 20 h 30, la direction a dit aux ouvriers de rentrer chez eux. Un coup de chaud pour les machines, du repos pour tous les ouvriers. On a maintenant intérêt à vérifier sur la paie de la fin du mois que l'heure soit payée.

cerveaux lents

Malgré les grosses chaleurs, on nous oblige à garder les gilets jaunes par-dessus les vestes de travail. Pourtant, la notice des gilets précise qu'on ne doit pas les utiliser plus de deux heures à plus de 25°. Travailler avec des vêtements qui ont des bandes réfléchissantes, c'est bien. Si on travaillait avec des gens qui avaient des têtes réfléchissantes, ce serait bien aussi.

CHU Besançon : consignes sans moyens = baratin

Avec les fortes chaleurs de cette semaine, si certains services sont climatisés, d'autres ne le sont toujours pas. Et c'est toujours l'occasion de nous rappeler les consignes pour faire boire et doucher les personnes âgées, bref tout ce qu'on sait depuis des années. En général, ce ne sont pas les

consignes qui manquent, mais les bras pour pouvoir les appliquer et aussi du matériel, ventilateurs, brumisateurs, etc.

Pour la ministre de la Santé, pas de problème, le plan canicule est toujours là, en veille, prêt à se réveiller. Il n'y a pas que les ventilateurs qui brassent du vent.

Centre hospitalier de Calais : le sauna au travail, ce n'est pas top!

Avec la canicule, il y a des secteurs de l'hôpital, non climatisés, où la température est difficile à supporter. C'est le cas, par exemple, en Rééducation cardiaque et fonctionnelle, où les patients aussi sont mis à rude épreuve.

En Pharmacie également, nous qui avons subiles courants d'air froid par mauvais temps, nous sommes servis question chaleur, sans parler du conditionnement des médicaments qui baignent dans la même atmosphère!

La Poste Paris 11-Paris 20 : rétention d'eau

Canicule oblige, une bouteille d'eau de 50 cl a été distribuée aux postiers avant leur départ en tournée, mardi 30 juin. Une généreuse distribution, assortie du conseil de la

garder précieusement pour la remplir à nouveau, car il n'y en aurait pas d'autres.

La sécheresse a atteint les poches de la direction... mais ça ne date pas de la canicule.

SNCF et canicule : j'ai le rail qui se dilate...



Avec l'épisode de canicule, de nombreux incidents ont émaillé les transports voyageurs. Ainsi, un train Orléans-Paris est tombé en panne 500 m après son départ. Un voyageur a raconté le calvaire : « Le train était en panne, sans climatisation, mais nous avons interdiction de sortir. On est restés pendant deux heures en plein soleil, avec 50 degrés dans les wagons. Des gens ont commencé à faire des malaises. »

Mais l'Île-de-France a sans doute connu le plus d'incidents, avec une interruption du trafic pendant plusieurs heures à la gare Saint-Lazare et à la gare du Nord, des trains immobilisés, des quais bondés, des voyageurs sur les voies. Les conditions de transport, déjà dégradées habituellement, ont été intenable pour des centaines de milliers de voyageurs.

Pepy, le président de la SNCF, a expliqué que les températures record depuis soixante-dix ans étaient à l'origine de ces incidents. Effectivement, les rails ont atteint une température de 45°C, entraînant leur dilatation et l'obligation pour les conducteurs de ralentir fortement. Suivant le même processus, des caténaires, câbles suspendus chargés de l'alimentation des trains électriques, se sont

détendues et ont pu être arrachées par le passage d'un train.

Mais, si les températures exceptionnelles sont effectivement en cause, elles n'ont pu entraîner autant de pannes et d'incidents qu'en raison de l'état de vétusté incroyable du réseau, particulièrement en Île-de-France.

Dans cette région, 44% des actifs vont au travail en transport en commun. Rien que le trafic du RER B est supérieur au trafic de l'ensemble des TER en France, et le trafic du RER A est trois fois plus important que celui de tous les TGV. Et le trafic Transilien a progressé de 30% en dix ans. Mais, alors que le réseau est très dense et très fréquenté, il a été littéralement laissé à l'abandon pendant trois décennies.

Aujourd'hui, d'après les

chiffres mêmes de la direction cités par une étude du cabinet Degest, 50% du réseau et des appareils de voies ont plus de trente-cinq ans d'âge. Certaines caténaires de la ligne C ont plus de quatre-vingt-dix ans. Sur la ligne D, l'immense majorité des installations caténaires ont entre soixante et soixante-dix ans. Certains postes d'aiguillage datent d'avant 1938. En dehors de toute canicule, 16 000 incidents annuels ont lieu en raison de l'obsolescence de la signalisation.

L'état de dégénérescence du réseau, voies et matériels, a été pointé depuis longtemps par les cheminots de l'Infrastructure, dont les effectifs ont aussi été laminés. Il a fallu un rapport alarmiste de polytechniciens de Lausanne pour que RFF et la SNCF se décident à des travaux d'entretien et des investissements de régénération, trop limités.

Un réseau saturé et hors d'âge, voilà ce qui explique la multiplication des pannes dès que le thermomètre s'affole.

Christian Bernac

Amiante : l'État complice des empoisonneurs

Au 1^{er} juillet 2015, le seuil légal à partir duquel le danger de l'amiante est pris en compte dans une entreprise devait passer de 100 à 10 fibres par litre d'air. Cette norme plus stricte, prévue par un décret de 2012, devait ainsi diviser par dix la quantité d'amiante acceptable.

Mais, en mai dernier, le ministère du Travail annonça que cela attendrait 2016, au mieux. Et un nouveau décret du 29 juin n'évoque même plus la perspective des 10 fibres par litre : il maintient à leur valeur les trois seuils (100, 6 000 et 25 000 fibres par litre) qui définissent le type d'équipement de protection à utiliser.

À l'appui, le gouvernement invoque le retard d'une

étude de l'Institut national de recherche en sécurité (INRS). Mais, dans le même temps, il refuse de rendre public un rapport du même INRS. Selon l'Andeva (Association nationale de défense des victimes de l'amiante), ce rapport confidentiel met en cause les chantiers de retrait de plâtres amiantés : sur la moitié d'entre eux, le seuil maximal de 25 000 fibres par litre d'air serait dépassé, et

les prélèvements à l'intérieur des masques respiratoires eux-mêmes dépassent parfois les 100 fibres par litre.

Le principe de précaution, ajouté à la tragique histoire des victimes de l'amiante, voudrait qu'en attendant l'étude de l'INRS, le seuil de 10 fibres entre en vigueur, et que des contrôles stricts fassent respecter tous les seuils de protection. Mais le seul principe qui semble connaître ce gouvernement, c'est de ne pas gêner le patronat, y compris quand des travailleurs sont « en situation de danger grave et imminent », comme le dénonce l'Andeva.

David Louvois

Rapport sur Pôle emploi : contre les travailleurs et les chômeurs

Dans un rapport, la Cour des comptes accuse Pôle emploi de ne pas remplir ses missions et de coûter trop cher. Seuls 12,6% des anciens chômeurs auraient retrouvé un emploi grâce à Pôle emploi. Des coûts jugés croissants et une prétendue dispersion des moyens amènent la Cour des comptes à préconiser de réduire le nombre des agences.

Cela rendrait évidemment les démarches encore plus difficiles pour les chômeurs, qui sont de plus en

plus nombreux depuis l'aggravation de la crise. En effet, depuis 2009, le nombre d'inscrits à Pôle emploi est passé de 3,9 à 6,2 millions, ce qui a entraîné le doublement du nombre de dossiers par conseiller, passé de 60 à 120 en moyenne. De plus, les agents de Pôle emploi ont connu des suppressions de postes en 2008, lors de la fusion ANPE-Unedic, et en 2011.

En plus de chercher à proposer des économies sur le dos des salariés de cet organisme, ce rapport

s'inscrit dans une campagne visant à faire oublier les responsabilités du patronat dans l'augmentation du chômage, reportant la faute sur Pôle emploi qui ne serait pas assez efficace.

Les recommandations de ce rapport seront-elles suivies par le gouvernement ? Il y a tout lieu de le croire, car elles sont tout à fait dans la logique de la politique qu'il mène en laissant les patrons licencier et s'attaquer aux travailleurs et à leurs droits.

Paul Mori

Alfortville : non aux activités périscolaires payantes

La nouvelle est tombée à quelques jours de la fin des cours, par un courrier de la mairie adressé aux parents d'élèves : à partir de la prochaine rentrée, les NAP (nouvelles activités périscolaires) vont devenir payantes, les tarifs allant de 30 à 150 euros par an et par élève, suivant le quotient familial.

Ces activités accompagnent la réforme des rythmes scolaires mise en place par le gouvernement il y a deux ans. À Alfortville, l'application de cette réforme, avec le rétablissement du mercredi matin comme jour de classe, a été repoussée d'un an suite à la mobilisation des enseignants et des parents. Les activités périscolaires, qui étaient censées permettre l'épanouissement des enfants, devaient être gratuites.

Tout a été décidé d'en haut et, de plus, à l'économie. La suppression des interventions extérieures spécialisées (sport, musique, danse...), l'augmentation des quotas d'élèves par animateur, le changement

d'horaire du mercredi matin ont également été annoncés pour la rentrée prochaine.

La situation dans les écoles est déjà dégradée : manque de remplacements des personnels malades, suppression de classes alors que les effectifs

augmentent, suppression des décharges pour les directeurs, etc. Alors, le mécontentement est monté toute la semaine, les parents ont diffusé des tracts devant toutes les écoles de la ville pour préparer une manifestation.

300 personnes se sont retrouvées sur la place de l'Hôtel de ville, mais le maire n'était pas là pour leur répondre. Ce n'est que partie remise !

Correspondant LO



Des marionnettes et un guignol : liberté des médias, version Bolloré

L'annonce que l'émission des Guignols de l'info était menacée d'être rayée de la grille des programmes de Canal+ a aussitôt déclenché de nombreuses réactions d'indignation, plus ou moins sincères.

En fait, il s'agit de l'aspect visible de la reprise en main de Canal+ par le milliardaire Bolloré, devenu le principal actionnaire de Vivendi. Bolloré a fait sa fortune avec le pillage et le contrôle de l'Afrique de l'Ouest et il a investi dans les groupes de médias et communication. Pour lui, ces derniers doivent servir son image et ses idées. À ceux qui reprochent son autoritarisme dans la chaîne, il

répond : « J'ai mis quatre milliards dans la maison, c'est mon argent. » Comme tout patron, d'ailleurs, il veut montrer que c'est lui le chef en changeant les équipes, y compris de direction, et en imposant sa ligne éditoriale.

À propos des Guignols, il a déclaré : « Je préfère la découverte à la dérision, se moquer de soi-même c'est bien, des autres c'est moins bien. » Il est vrai que les Guignols n'épargnent pas Vivendi ni Sarkozy, ce grand ami de Bolloré. Au moins, c'est sûr, les Guignols ne seront pas invités sur le yacht de Bolloré !

Christian Chavaux



Les pilleurs de tombe

L'histoire commence comme un conte de fées. Il était une fois un directeur de musée qui souhaitait acquérir une magnifique antiquité chinoise. Il en parla à son ami, le bon président Chirac, féru lui aussi d'objets asiatiques. Le président s'en ouvrit au bienfaiteur Pinault, lequel déboursa un million d'euros, acheta l'œuvre, un rapace en or, et l'offrit au musée.

En fait, on comprend vite que pour Pinault c'est une façon de payer ses impôts, les donations aux musées étant déductibles à 66%, que l'antiquaire vendeur est un grand ami du directeur de musée qui recommande l'achat, et que Chirac a table ouverte chez le milliardaire. Tout cela dans le meilleur des mondes, le plus cultivé, poli, philanthrope.

À ceci près que le rapace avait été volé sur un chantier de fouille et, plus précisément, sur un cercueil. Il faut

d'ailleurs avoir toute la mauvaise foi de ces amateurs d'art, et surtout de bonnes affaires, pour prétendre l'ignorer. Cet oiseau était un objet funéraire et, comme des milliers d'autres venus des tombes et des monuments d'Égypte, de Perse, de Chine ou du Pérou, il n'a pu être vendu que parce qu'il avait été volé.

La bourgeoisie occidentale a une longue expérience en la matière, suffisante pour remplir des musées, des collections privées et des comptes en banque.

Depuis 1860, lorsque les soldats européens volèrent et détruisirent les trésors de la Chine, le rapport des forces a quelque peu changé. Aujourd'hui, pour préserver de bons rapports commerciaux, Hollande a fait restituer aux autorités chinoises le rapace en or.

Mais l'or des rapaces reste encore dans leurs coffres.

Paul Galois

Grèce : après le référendum, le chantage des dirigeants européens continue

Le référendum qui a vu 61,3 % des électeurs rejeter les exigences des créanciers de la Grèce constitue une incontestable victoire politique pour Alexis Tsipras.

Après que ce dernier a annoncé cette consultation, les représentants de l'Union européenne (UE) et du FMI ont mis fin aux négociations en cours, refusant d'accorder à la Grèce une nouvelle aide, la condamnant à une quasi-asphyxie financière. Ils escomptaient que la population grecque, confrontée à la fermeture des banques et à la paralysie de l'économie, se retourne contre son gouvernement. En Grèce même, les principaux partis, le Parti socialiste grec, le Pasok, et le parti de droite, la Nouvelle démocratie, ont fait active campagne pour le oui, appuyés par les principaux médias et par les organisations patronales, autour d'un

unique argument : il fallait tout accepter pour rester dans l'Europe.

Ce chœur des partisans de la soumission à la dictature des financiers en a été pour ses frais. Refusant de se laisser intimider et de céder au chantage des dirigeants européens, les masses populaires ont exprimé un vote de dignité et de refus de l'austérité.

Pour autant, ce vote, pas plus que les précédents, ne peut suffire à sortir la Grèce des griffes des financiers. Ainsi, à peine les urnes rangées, on a pu entendre Merkel, Hollande et Juncker reprendre un même discours, exigeant que Tsipras fasse des « propositions

concrètes », s'engageant à mener des « réformes », c'est-à-dire de nouvelles attaques contre sa population.

Tsipras n'avait jamais souhaité rompre avec ses homologues européens. Tout en menant sa campagne pour le non, il avait même fait de nouvelles propositions concernant l'augmentation de la TVA et la réforme du système de retraite, l'âge de départ devant être porté progressivement à 67 ans, acceptant la remise en cause de l'EKAS, une prime destinée à compléter les petites retraites. Tsipras n'a jamais prétendu être le représentant des intérêts des classes populaires. Son objectif se limitait à tenter de défendre la souveraineté nationale de la Grèce, foulée aux pieds par les représentants des institutions européennes.

Au lendemain du référendum, il s'est posé en

représentant de tous les Grecs, recevant le soutien de l'ensemble des partis politiques, à l'exception de l'organisation d'extrême droite Aube dorée. C'est sur cette base qu'il a repris le chemin de Bruxelles, en réaffirmant que sa priorité était d'obtenir un allègement de la dette.

En gage de bonne volonté, il a sacrifié son ministre des Finances, Yanis Varoufakis, jugé trop remuant par les négociateurs européens. Cela témoigne de la volonté de Tsipras de se montrer conciliant. Mais les dirigeants européens entendent faire une démonstration politique à destination de tous les peuples de l'Europe qui pourraient être tentés de suivre l'exemple grec. Adoptant une posture de fermeté, à l'issue de la réunion qui s'est tenue mardi 7 juillet, ils ont adressé à la Grèce un ultimatum, lui donnant

jusqu'au dimanche 12 juillet pour accepter leurs exigences, la menaçant d'une expulsion de la zone euro en cas de refus.

Dans cette lutte pour défendre les intérêts nationaux de la Grèce, Tsipras prétendait s'être fixé une ligne rouge à ne pas franchir, qui consistait à ne pas s'attaquer aux conditions de vie des plus pauvres. Mais il a déjà commencé à reculer sur ce terrain. Après avoir voté contre l'austérité, les travailleurs et les classes populaires grecs auront intérêt à continuer d'exprimer leur refus de payer pour une dette qu'ils n'ont pas faite, en surveillant de très près ces négociations qui se mènent au-dessus de leurs têtes et en continuant à montrer que leur détermination n'est pas entamée.

Marc Rémy

Euro ou monnaie nationale : le problème, c'est la domination du capital

Après la victoire du non au référendum, la sortie de la Grèce de l'euro est de plus en plus évoquée, par les uns comme une menace, par les autres comme une solution. Du point de vue des intérêts des couches populaires, cette manière de poser le problème est un piège et une diversion. Laisser penser que le niveau de vie de la population grecque dépend de l'appartenance à la zone euro est un mensonge. Euro ou pas, c'est la domination de la finance sur l'économie qu'il faut remettre en cause.

Les dirigeants de l'Union européenne osent encore prétendre que, sans le soutien financier de l'Europe, la Grèce s'effondrera, promettant les pires catastrophes à sa population. Comme s'ils se souciaient le moins du monde de la population grecque qu'ils ont étranglée et affamée depuis des années ! Dans l'Union européenne, les États les plus puissants dictent leurs conditions aux États les plus faibles et l'édification de la zone euro a permis aux bourgeoisies les plus riches de conforter leur domination sur les pays utilisant cette monnaie pour les mettre plus facilement en coupe réglée.

Mais, en même temps, l'euro n'est que la forme actuelle de cette domination. Avant l'euro, la Grèce était déjà tout autant soumise à cette domination du grand capital. Partout ailleurs dans le monde, combien

de pays sont sous la coupe de capitaux détenus par la bourgeoisie des pays les plus riches, celle des États-Unis, du Japon, de la Grande-Bretagne, de l'Allemagne, de la France et d'autres ! Et cette domination ne s'arrête ni aux frontières monétaires ni aux frontières étatiques.

Que la Grèce quitte l'euro et revienne à sa propre monnaie ne garantira pas la moindre amélioration du niveau de vie pour les classes populaires. Une monnaie nationale qui se dévalue comme neige au soleil pourrait très bien être un moyen de réduire encore plus le pouvoir d'achat des travailleurs, en renchérissant tous les produits importés. Et faire croire que la solution à la crise se trouve dans le sens d'un repli nationaliste revient à absoudre la bourgeoisie grecque. C'est faire oublier que les ennemis des classes populaires sont aussi

à l'intérieur.

Ce débat sur la sortie de l'euro revient à demander aux travailleurs comment ils souhaitent mourir :

asphyxiés avec l'euro ou noyés avec une monnaie nationale ? Et tout cela pour éviter de pointer les causes fondamentales du problème :

la domination de la finance, quels que soient les chemins qu'elle prend et quelle que soit son origine.

Pierre Royan



Campagne pour le non.

De drôles de professeurs de démocratie

Les dirigeants politiques allemands et français accusent Tsipras et le gouvernement grec de manquement à la démocratie. Curieux argument, juste après que ce dernier a osé demander à sa population son avis dans un référendum qui a vu sa démarche approuvée par plus de 60 % des votants. C'est que,

prétendent les « démocrates » patentés de Berlin et de Paris, le peuple grec voudrait, à lui seul, imposer sa loi à 18 autres pays. Comme si la démocratie et l'égalité fonctionnaient entre les 19 pays de cette zone euro et si les deux grandes puissances qui la dominent, la France et l'Allemagne, demandaient leur

avis aux 17 autres et surtout en tenaient compte ! Comme s'ils accepteraient des décisions de Chypre, de Malte, du Luxembourg, ou même de l'Espagne ou de l'Italie. En fait, les rapports au sein de cette zone euro sont tout, sauf démocratiques. Et depuis le début.

Jean-Pierre Vial

La dette : une machine à saigner le peuple grec

La Grèce totalise 314 milliards de dettes et ses banques disposent en tout et pour tout de 500 millions d'euros de liquidités, soit 50 euros par habitant. Sauf perfusion de la BCE, elles ne pourront rouvrir sans risquer la faillite. Comment la Grèce en est-elle arrivée là ?

Les uns dénoncent la mauvaise gestion des dirigeants grecs, voire leurs mensonges. D'autres évoquent les dysfonctionnements de l'État, son incapacité à faire rentrer les impôts et la très faible compétitivité du pays. Quoi qu'il en soit, les Grecs seraient responsables de leur malheur. Mais le malheur de la Grèce est d'être un pays pauvre pris dans les griffes de la finance. Et plus elle se débat, plus l'étau se resserre.

La dette grecque s'est emballée à la suite de la crise de 2008 sous l'effet d'un double phénomène. Comme tous les pays, la Grèce s'est endettée pour sauver son système financier et renflouer les banques. Mais surtout, elle a été fortement incitée à emprunter par les banquiers eux-mêmes. Dans ces années de chaos, les emprunts d'État sont en effet devenus les principaux débouchés

de la finance et les États, ses meilleurs clients. La Grèce, même pauvre et endettée, ne faisait pas exception. C'est ainsi que les financiers mirent des milliards à sa disposition, comme ils en mirent à la disposition de la France et de l'Allemagne. Ils avaient de l'argent à gagner sur la dette grecque et, tant que le pays payait les intérêts, ils se moquaient bien de sa solvabilité.

En 2010, l'ampleur de la dette grecque et son insolvabilité furent révélées au grand jour. Les financiers ne prêtèrent plus à la Grèce qu'à des taux d'intérêt prohibitifs. Ce fut l'engrenage du surendettement. Alors que l'Allemagne pouvait emprunter à 3% sur dix ans, la Grèce devait payer 18%, jusqu'à ne plus pouvoir se refinancer du tout. La crise grecque menaça alors d'entraîner dans sa chute les banques européennes engagées dans

le pays. C'est alors qu'il y eut les prétendus « plans d'aide à la Grèce ».

Entre 2010 et 2013, 207 milliards d'euros ont été prêtés à la Grèce par les institutions européennes. Comme le dit Joseph Stiglitz, prix Nobel d'économie, « seule une très faible partie des énormes sommes d'argent prêtées à la Grèce lui était réellement destinée. Elles ont servi à rembourser les créanciers privés, notamment les banques en Allemagne et en France. La Grèce n'a reçu que des

miettes, mais elle a payé le prix fort pour préserver les systèmes bancaires de ces pays. »

Plusieurs études ont révélé qu'au moins 77% de cette somme a servi à payer les créanciers et à recapitaliser les banques privées grecques. Autrement dit, pour cinq euros empruntés, un seul est allé dans les caisses de l'État grec. Mais tous ces prêts ont bel et bien été comptabilisés dans la dette du pays, ils génèrent des intérêts... et nécessitent, pour être payés, de faire de

nouveaux emprunts. Sans parler des dépenses des gouvernements précédents, dont la priorité n'était pas d'aider la population à s'en sortir. Ainsi, le budget militaire a été, des années durant, le plus important d'Europe en proportion des dépenses budgétaires.

Alors, quels que soient les noms donnés aux plans européens, qu'ils soient dits « d'aide » ou « de sauvetage », ils consistent tous à saigner les peuples pour engraisser la finance.

Lila Vermer



File d'attente devant une banque en grecque.



Pour l'exemple

Les économistes les plus autorisés du système capitaliste, à commencer par les experts du FMI, affirment en chœur que le traitement infligé à la Grèce ne pouvait pas et ne pourra pas faire sortir le pays de la crise. Ils ajoutent qu'il ne pourra même pas lui permettre d'éponger sa dette, la population dût-elle en mourir.

Alors pourquoi ces mêmes autorités s'acharnent-elles dans cette voie ?

C'est la même raison qui fait qu'un gangster torture ses débiteurs misérables, les tabasse, alors qu'ils sont incapables de tout rembourser, pour faire peur aux autres.

Les financiers et leurs représentants politiques veulent que les autres, tous les autres, les peuples opprimés comme les travailleurs des pays riches, continuent à payer, sans protester. Et pour cela ils voudraient faire un exemple.

Même le rééchelonnement de la dette, une technique courante des organismes financiers, est refusé pour le moment, parce que c'est une exigence populaire. Pour marquer le coup. C'est une attitude politique, rien que politique. La même chose, demandée en son temps par tel ou tel gouvernement, en Allemagne, en Argentine, ou ailleurs, avait en revanche été acceptée.

Paul Galois

Les ambitions de Mélenchon

Jean-Luc Mélenchon a salué la victoire du non en Grèce et s'est dit satisfait de voir François Hollande se montrer compréhensif vis-à-vis des dirigeants grecs. Il ne cache pas qu'il aimerait pouvoir bénéficier pour son compte d'un mouvement d'opinion qui, de la Grèce à l'Espagne, dénonce l'étranglement des peuples par les vautours de la finance, incarnés par l'ex-Troïka.

Il n'est pas le seul à ambitionner de devenir le Tsipras

français. Pierre Laurent du PCF est sur les rangs. Chacun rêve de former une nouvelle coalition, à l'exemple de Syriza qui a réuni près de 18 courants.

Mais pour défendre quelle politique ? Faire croire qu'une alliance électorale suffirait pour améliorer le sort des classes populaires touchées par la crise est un leurre. L'exemple de Syriza et de Tsipras en Grèce montre à quel point il ne suffit pas d'une victoire

électorale pour faire face aux diktats des financiers, qui n'ont que faire de la volonté des peuples, même massivement exprimée par les urnes.

La classe ouvrière en France a elle aussi subi les multiples combinaisons politiciennes qui promettaient un changement pour les classes populaires. De l'Union de la gauche à la Gauche plurielle, les partis composant ces alliances n'ont pas hésité, une fois

au gouvernement, à s'attaquer aux classes populaires pour maintenir les profits des capitalistes. Aucun d'entre eux n'a jamais eu comme politique de s'attaquer au grand capital et, aujourd'hui, le PCF comme le Front de gauche, et bien sûr le Parti socialiste, n'ont pas cet objectif.

Alors Mélenchon peut bien surfer un peu sur la vague de mécontentement des classes populaires des différents pays, il se contente

de proposer des objectifs généraux, institutionnels, qui, même s'ils se mettaient en place, n'amélioreraient pas leur sort. Il ne dit rien contre le chômage, rien sur les salaires, ni la garantie du pouvoir d'achat. Ce n'est pas qu'il ait oublié d'y penser. C'est que, pour cela, il faudrait mobiliser contre les exploités, contre les capitalistes. Et cela n'entre ni dans ses projets ni dans ses ambitions.

Maud Nathan

Égypte : le chaos s'étend au Sinaï

Le 1^{er} juillet, des groupes djihadistes ont lancé une série d'attaques contre les forces du général-président al-Sissi dans le nord de la péninsule du Sinaï, causant la mort d'au moins 70 soldats et civils. De son côté, l'armée égyptienne a annoncé avoir tué en cinq jours 241 combattants djihadistes.

Depuis le coup d'État de juillet 2013 contre le président Mohamed Morsi, issu des Frères musulmans, le régime de Sissi n'a cessé de réprimer les opposants. En deux ans, plus de 1 400 partisans de Morsi ont été tués dans la répression des manifestations, 20 000 emprisonnés et des centaines condamnés à mort lors de procès de masse expéditifs.

Par ailleurs, depuis plusieurs mois, le Sinaï est le siège d'attentats quasi quotidiens organisés par des groupes djihadistes dont le plus influent s'est revendiqué de l'État islamique



DR Convoi de blindés dans le Sinaï.

(EI). L'armée égyptienne a répliqué par une véritable guerre, dans une région qu'elle a du mal à contrôler. Ce durcissement de la répression amène une fraction de la population locale à apporter un certain soutien aux islamistes. Déjà traditionnellement méfiante vis-à-vis du pouvoir central, elle est victime depuis deux ans des opérations coups de poing de l'armée, des bombardements aériens, des nombreux contrôles sur les routes ou encore des destructions le

long de la zone tampon établie à la frontière avec la bande de Gaza.

La population du Sinaï est soumise à la loi des bandes armées, avec ou sans uniforme. Mais le poids de la répression se fait sentir dans tout le pays. Si les partisans des Frères musulmans ont été les premiers visés, les forces de sécurité se sont de plus en plus attaquées aux militants syndicaux, aux militants de gauche, aux travailleurs qui revendiquent.

Maud Nathan

Tunisie : l'état d'urgence décrété contre les travailleurs

Samedi 4 juillet, huit jours après l'attentat de Sousse qui a fait 38 morts, le président tunisien Béji Caïd Essebsi a annoncé l'instauration d'un état d'urgence de trente jours, renouvelables, sur tout le territoire de la Tunisie. Des pouvoirs d'exception sont ainsi accordés à l'armée, à la police et aux autorités. Officiellement il s'agit de lutter contre le terrorisme mais, dans l'immédiat, les grèves et les rassemblements de travailleurs sont désormais interdits. Le président tunisien a d'ailleurs commencé son allocution annonçant l'état d'urgence en dénonçant les grèves qui paralysent le bassin minier où est extrait le phosphate, à Gafsa et Redeyef.

Depuis plusieurs mois en effet, les grèves se multiplient dans divers secteurs. Dans la région de Gafsa, les sites miniers ont été paralysés en avril et en mai, la production n'a repris qu'après un accord avec le



Lors d'une grève à Gafsa.

gouvernement concernant l'embauche de 1 500 personnes. Dans cette région particulièrement touchée par la misère et le chômage, les manifestations, les blocages de route et les grèves se succèdent sans que le pouvoir ait réussi à y mettre fin.

Le gouvernement

voudrait utiliser l'émotion suscitée par les actes terroristes pour faire accepter des mesures répressives à l'encontre des travailleurs. Et pour cela, il trouve le soutien des islamistes d'Ennahda, qui ont approuvé l'état d'urgence.

Jacqueline Lepin

Haïti : hausse du dollar et vie chère

Dans le dernier numéro de leur journal *La voix des travailleurs*, nos camarades de l'OTR – Organisation des Travailleurs Révolutionnaires – décrivent les conséquences dramatiques de la dévaluation de la monnaie nationale, la gourde.

Des pleurs, des cris, des larmes, de la souffrance ; ici ce sont des enfants souvent en bas âge qui crient, le ventre creux, suppliant leurs parents de leur donner à manger ; ce sont des travailleurs qui sont obligés de travailler, l'estomac vide, incapables de se payer le prix d'un bol de riz devant l'usine. Là-bas, ce sont des locataires et les propriétaires de maison qui en viennent aux mains pour le non-paiement du bail ; ce sont des travailleurs qui font des kilomètres à pied faute de pouvoir trouver l'argent d'une course. Des exemples comme ceux-là, il en existe des milliers, qui illustrent l'extrême pauvreté et la précarité de la vie des masses pauvres du pays. Certes, cette situation ne date pas d'aujourd'hui, mais elle a connu une rapide détérioration depuis l'annonce de la décote de la gourde par rapport au dollar et du large écho dont elle a pu bénéficier dans les médias. Tout est fait pour préparer la population à accepter l'inacceptable.

Sur six mois, le taux de change de la gourde est passé de 45 à 52 gourdes environ pour un dollar, avec une forte accélération pour le seul mois de juin. Mais comment expliquer cette brusque augmentation incompréhensible des prix des produits de première nécessité autrement que par la volonté des magnats de l'économie de s'en prendre aux plus pauvres ? En un clignement de paupières, tous les prix des produits de grande consommation connaissent une forte hausse, parfois totalement disproportionnée par rapport aux quelques points de dévaluation de la gourde. En voici quelques exemples : la petite marmite de riz est passée de 120 gourdes à 125 gourdes, le gallon d'huile Mazola est passé de 300 à 350 gourdes, la marmite de fable lava est passée de 100 à 110 gourdes, la petite barre de savon Apollo de 10 gourdes à

11 gourdes, la barre de savon Banda de 5 à 6 gourdes, la petite boîte de lait Bongu de 20 à 22 gourdes, la petite marmite de pois noirs est passée de 50 gourdes à 75 gourdes, la grosse marmite de pois beurre de 250 gourdes à 400 gourdes, la marmite de sucre crème de 100 à 120 gourdes, et le coca de 15 à 17 gourdes. (...)

Il n'est en effet un secret pour personne que toutes les richesses du pays sont entre les mains de quelques riches familles haïtiennes. Ce sont elles qui décident de tout dans le pays, en dépit des balivernes des politiciens de la classe politique. Ce sont elles qui, pour accroître leurs richesses, ont transformé le pays en un vaste marché, pour la République dominicaine et les USA notamment. À partir du moment où elles peuvent, rien qu'en manipulant, en jouant sur le taux de change, le marché noir, faire fructifier leurs capitaux, le reste n'a aucune importance à leurs yeux.

Avec leur argent, elles s'achètent les politiciens, piétinent et réduisent à leur plus simple expression toutes les institutions du pays. Si le pays a fait tel choix économique plutôt qu'un autre, il faut croire que cela arrange cette oligarchie économique.

Oui, il faut produire, développer l'agriculture en fonction des besoins de la population ; il faut créer du travail en ouvrant de grands chantiers, que cela soit dans le domaine du logement, de la santé, de l'éducation, des infrastructures routières, du sport, etc. Mais cela risque d'être chimérique tant que les moyens pour le faire restent la propriété privée de quelques individus. Tant que l'économie est dirigée par cette poignée de sangsues, la misère et les calamités des masses ne peuvent qu'empirer.

La voix des travailleurs (OTR)

MyFerryLink - Calais : les marins ne lâchent pas

Depuis deux semaines, les marins de la SCOP MyFerryLink multiplient les actions pour défendre leurs 600 emplois menacés : blocage du port, d'Eurotunnel, de l'autoroute. Pendant deux jours, il y eu 3 000 camions englués entre Calais et Dunkerque, et autant autour de Douvres, paralysant la vie économique de part et d'autre du détroit.

Tous, politiciens, gouvernement, compagnies du transport transmanche, mentent, se renvoient la responsabilité du sabotage de MyFerryLink. Le ministre des transports, Vidalies, qui avait d'abord fait donner la police, a baissé d'un ton et entamé des discussions avec tous les protagonistes. C'est une façon de gagner du temps, car, il affirme ne rien pouvoir imposer aux compagnies du transmanche.

Le temps des négociations, les marins ont choisi de se limiter à l'occupation des bateaux de MyFerryLink, et à l'interdiction d'accostage aux ferries de la compagnie DFDS.

DFDS, Eurotunnel, P&O se battent pour la domination du transport transmanche qui rapporte énormément de profits, en se moquant éperdument du fait que leur affrontement aboutisse à la destruction de centaines d'emplois. Chaque

compagnie défend ses intérêts, et toutes les cartes ne sont pas sur la table. Comme dans toute l'économie capitaliste, ces sociétés se disputent un marché et cachent l'essentiel de leurs tractations : c'est le secret des affaires. Mais ce jeu se fait toujours au détriment des salariés.

Les marins refusent de se faire balancer par-dessus bord sans que cela se sache.

Notables et patrons locaux commencent à s'en inquiéter. Pas seulement parce que les blocages nuisent à leurs affaires. Ils savent que dans le Calaisis, il ne manque pas de travailleurs qui auraient des raisons de se mettre eux aussi en lutte pour défendre leur emploi et leur salaire.

Correspondant LO

La Halle : les travailleurs ne veulent pas être soldés

Les travailleurs de La Halle sont en lutte contre la fermeture programmée de 170 à 200 magasins, sur les 604 que compte l'enseigne à l'échelle du pays, et contre la suppression de 1 600 emplois. Le premier jour des soldes, plus de 150 magasins étaient fermés pour cause de grève.

Les salariés de La Halle, encore plus de 4 000 malgré les fermetures de magasins précédentes, ne sont pas les seuls concernés. La Halle fait partie du groupe Vivarte, comme seize autres enseignes telles qu'André, Carroll, Kookai, Minelli, San Marina ou encore Défi mode. Au total le groupe compte plus de 20 000 salariés. Et ceux d'André, Kookai et Défi mode sont eux aussi menacés.

La direction du groupe invoque une prétendue consultation avec les partenaires sociaux, comme elle l'a déclaré dans la presse, pour garder le silence sur ses décisions. Elle laisse planer la menace de fermeture dans toutes les villes, en espérant que le plus grand nombre de salariés démissionnent avant que la liste ne soit publiée. Or ce mépris aussi est ressenti comme une véritable provocation. Le patron aurait espéré qu'ils restent isolés les uns des autres, chacun dans son magasin. Pas de chance pour lui, la grève a touché en même temps de très nombreux sites.

Ainsi dans l'Orne, où trois magasins La Halle sont implantés, un à Flers et deux en zone commerciale



en périphérie d'Alençon, chacun avec six salariés, la grève a été unanime. Et les travailleurs communiquent entre eux. Ils savent que c'est en luttant ensemble le plus nombreux possible qu'ils pourront obtenir des indemnités plus importantes que celles qu'on leur propose. Car les fonds d'investissement qui contrôlent le groupe Vivarte, et qui sont également ses créanciers, ont de l'argent. Alors, qu'ils payent!

Philippe Logier

Technip : les rois du pétrole licencient

Technip est une société d'ingénierie au service de l'industrie pétrolière. Sur toutes les mers du monde, ses salariés conçoivent, montent, déplacent et mettent en exploitation les plates-formes d'où l'on cherche le pétrole au fond des océans, avant de l'extraire.

Il s'agit donc de techniques de pointe, dans un secteur où les bénéfices sont colossaux et la concentration du capital extrême.

Mais, comme dans toutes les entreprises, faire pression sur les travailleurs, réduire leur nombre, annoncer des plans d'économies et de licenciements sous prétexte de crise ou de menace de crise, permet d'augmenter la part versée aux actionnaires. Le 6 juillet Technip, à l'exemple des autres mastodontes du pétrole, a donc annoncé la suppression de 6 000 emplois sur 38 000.

Le fait que le groupe ait

accumulé les bénéfices par centaines de millions d'euros chaque année, avec une rentabilité de 10%, n'entre pas en ligne de compte. On n'a pas entendu dire que le représentant de l'État français, deuxième actionnaire de Technip, au conseil d'administration, ni qu'aucun autre responsable politique ait élevé la moindre protestation contre cette entreprise qui fait des profits et licencie.

P.G.

Arc International - Saint-Omer : après les licenciements, les attaques continuent

Pendant des mois, les dirigeants du groupe Arc International ont invoqué la dette de l'entreprise pour justifier un plan de licenciements et une réorganisation présentée comme nécessaire pour sauver l'entreprise. Actuellement, plus de 200 travailleurs ont été ou vont être licenciés sans solution de reclassement.

Comme par magie, les 500 millions d'euros de dettes que la famille propriétaire avait annoncés à grand renfort de presse ont disparu. Grâce à l'aide de l'État et aux 80 millions d'euros d'économies réalisées sur le dos des tra-

encore de l'argent public, avec le CICE (Crédit d'impôt compétitivité emploi).

Les premiers licenciements viennent à peine de tomber que les attaques continuent, puisque la nouvelle direction veut modifier les roulements des équipes postées. Elle envisage aussi de supprimer des RTT aux travailleurs de jour, sous prétexte de diminuer le temps de travail journalier. Quant à la flexibilité, elle veut encore l'accentuer.

Les dirigeants voulaient une signature des syndicats pour le mois de juillet. Les discussions ont été nombreuses dans les ateliers, des travailleurs évoquant la nécessité de débrayer, et la direction a préféré reporter ce qu'elle ose appeler des négociations pour le mois de septembre.

Au bilan de ces mois de campagne mensongère sur un sauvetage de l'usine et des emplois, il y a la volonté affirmée des patrons d'Arc International de continuer à faire du profit en pressurant encore plus les travailleurs. Cela ne se négocie pas!

Correspondant LO

La Poste Loir-et-Cher : les plans d'enfer

Pour supprimer la pause payée et des postes de facteur, La Poste impose un peu partout les horaires mixtes, le plus souvent sans lieu prévu pour pouvoir manger pendant la pause méridienne.

Des postiers de Montoire-sur-le-Loir, dans le Loir-et-Cher, en sont ainsi réduits à prendre leur repas dans une abbaye. Et le journal de La Poste,

de vanter les « belles rencontres » occasionnées par ces décisions. En contrepartie, les moines sont autorisés à visiter le centre de tri!

La direction a beau avoir signé un partenariat avec l'abbaye, elle ne l'emportera pas au paradis pour tous ces reculs sur les conditions de travail imposés aux postiers.

Correspondant LO

Cooperl - Lamballe : dirigeants fraudeurs

Le 2 juillet, les dirigeants de la Cooperl, à Lamballe dans les Côtes-d'Armor, abattoir numéro 1 du porc en France, ont été condamnés par le tribunal correctionnel de Saint-Brieuc à plus de 3 millions d'euros d'amendes pour faux, escroquerie et tromperie. Et le cadre à l'origine de la fraude, à deux ans de prison avec sursis.

Ils étaient accusés d'avoir commercialisé pendant deux ans et demi, de 2010 à 2012, 1 500 à 2 000 tonnes de viandes de porc contaminées aux salmonelles, une bactérie pouvant provoquer de graves intoxications

alimentaires, en ayant falsifié les résultats de leurs autocontrôles. Cette opération frauduleuse aurait rapporté près de 3 millions d'euros.

La loi impose d'effectuer cinq prélèvements en vue de recherche de

salmonelles. La Cooperl en effectuait le double, de façon à remplacer les mauvais résultats par des bons.

Au cours de leur procès, les 24 et 25 mars derniers, les dirigeants de la Cooperl étaient restés muets, refusant de répondre aux questions. Les avocats de la société avaient déclaré que la Cooperl disposait de ses propres services de contrôle et que... personne n'avait été malade ! Du coup ils ont été relaxés pour les

faits de mise en danger de la vie d'autrui.

C'est un fait que, depuis quelques années, les grosses entreprises d'abattage comme la Cooperl disposent de leur propre service de contrôle sanitaire. Auparavant, ce contrôle était effectué par des laboratoires publics comme celui de Ploufragan, près de Saint-Brieuc, le laboratoire Labocea.

Le 26 mars dernier, plus de la moitié du personnel de ce laboratoire s'était mis

en grève pour dénoncer les suppressions de postes et la dégradation de ses conditions de travail.

Voilà où mène la diminution des moyens accordés à des services publics de contrôle sanitaire indépendants des entreprises. C'est faciliter toutes les dérives connues des grands groupes de l'agroalimentaire, qui sont prêts à prendre le risque d'empoisonner la population.

Correspondant LO

Adrexo - Angers : non au licenciement d'une militante

Vendredi 3 juillet, un rassemblement s'est déroulé devant l'entreprise Adrexo, pour soutenir Catherine Tahai, une militante de la CGT qui vient d'apprendre son licenciement, officiellement pour manquements professionnels, mais en réalité pour son activité syndicale.

Le jour de son entretien préalable à sanction, lundi 8 juin, un rassemblement avait déjà eu lieu au même endroit. Entre-temps, il s'est confirmé que le patron était décidé à se débarrasser d'une militante considérée comme une gêneuse, en s'appuyant sur des arguments plus que douteux. Dans la lettre recommandée informant Catherine de son licenciement, les supposées erreurs professionnelles sont ainsi indiquées à des dates différentes de celles avancées lors de l'entretien ! Surtout, en trois pages, il est répété pas moins de quatre fois que son comportement est nuisible à la société Adrexo.

La direction n'a rien à reprocher à Catherine, en dehors de son opposition déterminée à l'exploitation et au plan de sauvegarde de l'emploi (PSE) qui sera

enclenché l'an prochain. Rappelons que les 23 000 distributeurs d'imprimés publicitaires employés par Adrexo travaillent pour environ la moitié du smic horaire, puisque le temps de préparation des lots n'est quasiment pas comptabilisé et que les tournées sont à rallonge. Rappelons que le PSE prévoit 700 départs volontaires et la transformation de nombreux sites en simples centres de relais, qui emploieront moins de monde.

Ce n'est pas un hasard si Catherine a commencé à sentir l'étau se resserrer sur elle à partir du 23 mars, date à laquelle elle a annoncé qu'elle serait candidate aux élections professionnelles du 2 octobre. Elle n'est d'ailleurs pas la seule. En effet, là où des militants CGT ou SUD refusent d'accompagner le PSE, ils sont

en butte à des pressions, que ce soit à Lorient, à Clermont-Ferrand ou à Besançon. La direction d'Adrexo voudrait bien, avant les élections d'octobre, procéder à une grande purge des syndicalistes combatifs, pour se retrouver uniquement avec des représentants du personnel complaisants et dociles, comme ceux qui ont accepté de signer le PSE.

Depuis le lundi 29 juin, Catherine n'a plus le droit de se rendre sur son lieu de travail, même si, en tant que candidate déclarée aux élections professionnelles, elle bénéficie d'une relative protection. Mais elle est bien déterminée à se battre et a l'intention de porter plainte devant les Prud'hommes ainsi qu'au pénal. Ses camarades de travail ont fait circuler une pétition refusant son licenciement, qui a été signée par plus de 60 d'entre eux sur un effectif de 80 (chefs compris). Le plan social qui se profile pour 2016 est inacceptable. Alors, pas question qu'il démarre dès maintenant par ce licenciement inique !

Correspondant LO

EDF : ça coupe

La soirée et la nuit du 30 juin au 1^{er} juillet, au plus fort de la vague de chaleur, plus de 800 000 personnes ont été privées d'électricité, à Nantes, Cholet et dans plusieurs secteurs de l'Ouest. Éclairage, ascenseurs, feux de signalisations, tramways, frigidaires et congélateurs, télévisions, ordinateurs, etc., tout était en panne.

La faute à la canicule et à des variations de températures qui ont fait sauter des appareillages particuliers, les « combinés de mesures ». Certains sont tellement instables et dangereux (les EJ33) qu'ils sont surnommés « explosifs ». Parfois, la porcelaine est projetée à plusieurs

mètres. Il y a danger évident pour le personnel, mais aussi pour des passants. Le problème de ces appareils est connu depuis longtemps. RTE (Réseau de transport d'électricité) les renouvelle, mais à petite vitesse. Il resterait encore 4 000 EJ33 dans le pays, et même des modèles plus récents commencent à leur tour à exploser. Bref, ce n'est pas au point et cela demanderait donc une surveillance particulièrement attentive et soignée.

Or c'est l'inverse qui se passe, car RTE se préoccupe d'avantage de faire des économies que d'assurer la sécurité maximale.

Correspondant LO



Un combiné de mesure EJ33 après explosion

Fonction publique : économies sur les effectifs

D'après le rapport d'une députée socialiste, 50 000 postes de fonctionnaires n'ont pas été pourvus en 2014, alors qu'ils étaient prévus dans le budget. Ils s'ajoutent aux 47 000 postes non pourvus pour les années 2012 et 2013.

Dans l'Éducation nationale, il manquerait 13 000 postes d'enseignants par rapport aux objectifs de départ. On est loin des 60 000 supplémentaires promis en 2012.

Les syndicats dénoncent le fait que les jurys des concours recrutent moins d'enseignants qu'il n'y a de

postes ouverts. En 2015, 23 % de ces postes, soit 5 000, n'ont pas été pourvus. L'Éducation nationale se justifie en prétextant que le niveau des candidats est trop faible... et embauche à la place les mêmes ou d'autres, sous contrats précaires, sans leur donner aucune formation. 30 000 contractuels sont présents chaque année dans les établissements scolaires, qui ne demanderaient qu'à être embauchés et formés.

En réalité, l'État économise 228 millions d'euros en ne recrutant pas ces 50 000 fonctionnaires.

Benjamin Pivert

Lisez Lutte de Classe Revue de l'Union communiste internationaliste Au sommaire du numéro 169 (juillet-août 2015):

- Les migrants, victimes de la misère, des guerres et de l'Europe capitaliste
- « Négociations » sur la dette grecque : les dirigeants impérialistes imposent leur loi
- Turquie : la montée du mécontentement social et les difficultés du gouvernement Erdogan
- Irak et Syrie : l'impérialisme confronté à l'offensive de l'État islamique
- Grande-Bretagne : Cameron vire vers l'Europe et se retourne contre la classe ouvrière, britannique et immigrée
- Yémen : les bombes saoudiennes et les faux prétextes de la « menace iranienne »
- Il y a 120 ans, quand la CGT était révolutionnaire

Lutte de Classe paraît maintenant avec une nouvelle maquette et avec un nouveau prix, à 2,50 euros. Envoi contre six timbres à 0,76 euro. Merci à nos lecteurs d'accepter cette augmentation, qui maintient toutefois notre revue à un prix modique.



STMicroelectronics – Grenoble (Crolles) : menaces sur l'emploi

Dans un contexte de restructurations et de fusions dans le secteur de la microélectronique, le secteur des « set top boxes », ces appareils qui permettent de décoder la TNT, les satellites et de recevoir Internet, est actuellement sur la sellette.

En effet, le 12 avril dernier, le PDG a annoncé que le problème du secteur du numérique devait être réglé. Des menaces claires pour les salariés. Ça n'a pas traîné. Quelques semaines plus tard, la direction annonçait le blocage du salaire des cadres, qui représentent 90 % des salariés en Recherche et Développement

(R & D). Et récemment un rapport, malencontreusement diffusé à des salariés qui n'en étaient pas destinataires, élabore trois scénarios de licenciements : l'effectif pourrait passer de 1900 à 1200, à 400-500, voire 300. Plusieurs sites en France et dans le monde sont concernés.

À Grenoble, les salariés

sont partagés entre la crainte et l'incrédulité, le dernier plan de licenciements remontant à 1988, à la création de SGS-Thomson, le premier nom de STMicroelectronics. Sur l'un des sites qui risque d'être le plus touché, les plus conscients de la nécessité d'une mobilisation ont participé à des assemblées générales dans l'entreprise et à plusieurs manifestations devant la préfecture de Grenoble, organisées par la CGT. En fait, les syndicats, dont la CGT, demandent

à l'État français, actionnaire à 13 %, d'investir plus d'argent dans l'entreprise. La même politique est aussi défendue par les syndicats italiens, avec comme argument de maintenir une « indépendance stratégique en Europe face à la Chine et les États-Unis ».

Or STMicroelectronics, qui emploie 45 000 salariés dans le monde, dont 10 000 en France, multinationale cotée en Bourse depuis 1995, verse des dividendes qui ont triplé entre 2004 et 2014, pour atteindre

510 millions de dollars. Cette augmentation est liée à une exploitation des salariés qui travaillent en production, ainsi qu'aux subventions qui siphonnent les finances publiques, en France et de bien d'autres pays dans le monde. Le site de Crolles a permis au groupe d'engranger plus de deux milliards d'euros depuis 2002.

De l'argent, il y en a pour les actionnaires. Il doit y en avoir pour maintenir les emplois!

Correspondant LO

Emprunts toxiques: Migaud, toujours du côté du beurre

Comme bien d'autres communes et collectivités territoriales, la ville de Seyssins, dans l'Isère, se retrouve menacée par le coût exorbitant de plusieurs emprunts dits structurés contractés auprès de Dexia depuis 2000.

Ainsi, pour rembourser les deux millions restant de ces prêts, cette commune de 7 000 habitants de l'agglomération grenobloise pourrait être contrainte d'emprunter près de quatre fois cette somme. Des élus qui, selon eux n'ont rien vu

venir, se disent atterrés et scandalisés. Et de dénoncer les « méthodes de voyou » de Dexia et un « système bancaire honteux ».

La ville avait contracté ces emprunts alors que le socialiste Didier Migaud en était le maire. Depuis, nommé par Sarkozy président de la Cour des comptes, il pose au Père-la-rigueur et au gardien des deniers publics, recommandant sans cesse aux collectivités locales de faire des économies. Migaud s'est également fait une spécialité de

publier rapports et notes préparant ou justifiant les attaques des gouvernements contre les travailleurs, les retraites ou les services publics, hier sous la droite, aujourd'hui sous Hollande.

Comme maire, Migaud décidait des emprunts pourris. Comme magistrat, il somme les collectivités locales de rembourser les banques. Un politicien fidèle aux intérêts des financiers.

E.T.

Des enfants roms privés d'école

La maire de droite de Sucy-en-Brie, dans le Val-de-Marne, a été jugée mercredi 1^{er} juillet au tribunal de Créteil pour avoir refusé de scolariser cinq enfants roms d'un bidonville de sa commune. Les services de la mairie auraient refusé l'inscription des enfants, faute d'une attestation de domiciliation dans leur dossier. Le père d'un des enfants a dit avoir voulu déposer plainte pour « éviter que ça continue », la scolarisation de son fils ayant déjà été refusée à Montgeron, une commune de l'Essonne. De fait, alors que la scolarisation est

obligatoire jusqu'à l'âge de 16 ans pour tous les enfants français et étrangers résidant en France, elle ne l'est apparemment pas pour les enfants roms.

Dans l'affaire de Sucy-en-Brie, le procureur a demandé la relaxe au bénéfice du doute et le jugement sera rendu le 2 septembre. Ce dont on ne peut douter pourtant, c'est que les enfants roms ne sont pas traités comme les autres, victimes des campagnes racistes menées par les hommes politiques de droite comme de gauche.

Cédric Duval

QUI SOMMES-NOUS ?

Lutte Ouvrière

Union communiste (trotskyste), membre de l'Union communiste internationaliste

L'Union Communiste trotskyste qui publie *Lutte Ouvrière*, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui le communisme et le socialisme sont le seul avenir pour l'humanité. Celle-ci est menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle, dont la division en classes sociales repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Nous sommes convaincus que les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre.

Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

Lutte Ouvrière est éditée par la société Éditions d'Avron - 6, rue Florian 93500 Pantin - Téléphone: 01 48 10 86 20 - SARL au capital de 7 622,45 euros, durée cinquante ans à partir du 1^{er} janvier 1970 - Gérant: Michel Rodinson. Associés: René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de la publication et responsable de la rédaction: Michel Rodinson. - Tirage: 12 000 exemplaires. Impression: Rotos-Presses Numeris, 36, boulevard Robert-Schumann 93190 Livry-Gargan. - Commission paritaire des publications n° 1019 C 85576 - ISSN 0024-7650 - Distribué par les MLP (Messageries lyonnaises de presse) - Dépôt légal juillet 2015.

Lutte Ouvrière c/o Éditions d'Avron, 6, rue Florian - 93500 Pantin. Lutte Ouvrière (Île-de-France) c/o Éditions d'Avron, 155, avenue Jean-Lolive - 93500 Pantin. Téléphone: 01 48 10 86 20 - Télécopie: 01 48 10 86 26

Versez à la souscription de Lutte Ouvrière

Pour financer ses activités dans la période qui vient, Lutte Ouvrière ne peut compter que sur ses militants, ses sympathisants, sur tous ceux qui partagent avec nous la conviction qu'il faut mettre fin à l'organisation sociale actuelle basée sur l'exploitation, le profit privé et la concurrence. C'est à eux que nous faisons appel aujourd'hui pour verser à notre souscription. Merci d'adresser vos dons par chèque libellé à l'ordre de: Association de financement du parti Lutte Ouvrière, en les envoyant à l'adresse

suivante: Lutte Ouvrière, BP 233, 75865 Paris Cedex 18. Merci aussi de nous indiquer lisiblement vos nom, prénom et adresse pour nous permettre l'envoi du reçu fiscal auquel ce don donnera droit. En effet, les dons à un parti politique, plafonnés par la loi à 7500 € par an, donnent droit à une réduction d'impôt par la proportion de 66 % de ce don et dans la limite de 20 % du revenu imposable. Ainsi un don de 300 € donnera droit à une réduction d'impôt de 200 €, à

condition que l'impôt sur le revenu dépasse cette somme. L'association de financement du parti Lutte Ouvrière a été agréée le 30 novembre 2009. Elle est seule habilitée à recueillir les dons de personnes identifiées. Les dons d'une personne physique à un parti politique sont plafonnés à 7500 € par an. Tout don supérieur à 150 € doit être versé par chèque. Seuls les dons versés par chèque ouvrent droit à la réduction fiscale prévue par la loi.



Bulletin d'abonnement

Je souhaite m'abonner à Lutte Ouvrière Lutte de classe
 Nom Prénom
 Adresse
 Code Postal Ville

Ci-joint la somme de :
 Chèque à l'ordre de Lutte Ouvrière ou virement postal : CCP 26 274 60 R Paris
 à adresser à LUTTE OUVRIÈRE, BP 233, 75865 PARIS Cedex 18

Tarif des abonnements	Lutte Ouvrière		Lutte de classe
	6 mois	Un an	Un an
Destination			
France, Outre-mer	20 €	40 €	15 €
Outre-mer avion	28 €	56 €	17 €
Union européenne de l'Ouest, Suisse	38 €	76 €	21 €
Reste de l'Europe	35 €	70 €	20 €
Amérique du Nord, Proche et Moyen Orient, Asie	42 €	84 €	22 €
Afrique, Amérique centrale et du Sud, Océanie	46 €	91 €	24 €

Envoi sous pli fermé : tarifs sur demande.

Sur internet

www.lutte-ouvriere.org
 www.union-communiste.org
 contact@lutte-ouvriere.org

Vidéos

www.lutte-ouvriere.org/multimedia
Pour les malvoyants
 www.lutte-ouvriere-audio.org

Santé: soigner la finance aux dépens de la population

Dans son rapport annuel, le conseil d'administration de la Caisse nationale d'assurance-maladie (CNAM) se propose de concrétiser le plan gouvernemental d'économies sur la santé.

« Parmi mes patients, j'ai beaucoup d'ouvriers et de professions difficiles », déclare cette médecin généraliste des Yvelines citée par *Le Monde*, en colère contre un courrier de l'Assurance-maladie la rapplétant à l'ordre pour des arrêts-maladie jugés trop nombreux. Elle ajoute, en pensant à ses patients: « J'allais leur dire quoi? Vous, oui, vous, non, parce que je dois en faire moins? »

Une telle pression sur les médecins qui délivrent « trop » d'arrêts-maladie n'arrive pas par hasard, c'est l'une des trente et une recettes de la CNAM pour faire des économies, au côté d'une diminution des journées d'hospitalisation pour les maternités ou après une opération orthopédique. Les hôpitaux sont priés de dégager de nouvelles marges financières autour des actes chirurgicaux, en diminuant les coûts de revient. Les trajets effectués en ambulance avec du personnel médical étant jugés trop coûteux, chaque hôpital pourrait recevoir une enveloppe financière transport qui le contraigne à remplacer 20 % de ces transports couchés par des taxis.

Le rapport laisse entendre que

l'intérêt des malades pourrait être préservé par un recours accru à la médecine de prévention. Mais ce ne sont que des mots, vu les coups portés à la médecine du travail et la réduction des moyens des hôpitaux.

Une autre source d'économies, selon la CNAM, résulterait d'un usage plus répandu de médicaments génériques. Mais quand il n'en existe pas et qu'un laboratoire demande un prix faramineux, par exemple pour un nouveau médicament contre l'hépatite C, il n'est pas question de lui imposer de le vendre à prix coûtant. La seule mesure préconisée est de réduire les prescriptions en prenant en compte un bon rapport coût-efficacité des traitements. Autrement dit, un médicament moins efficace serait préféré, si son coût est moindre!

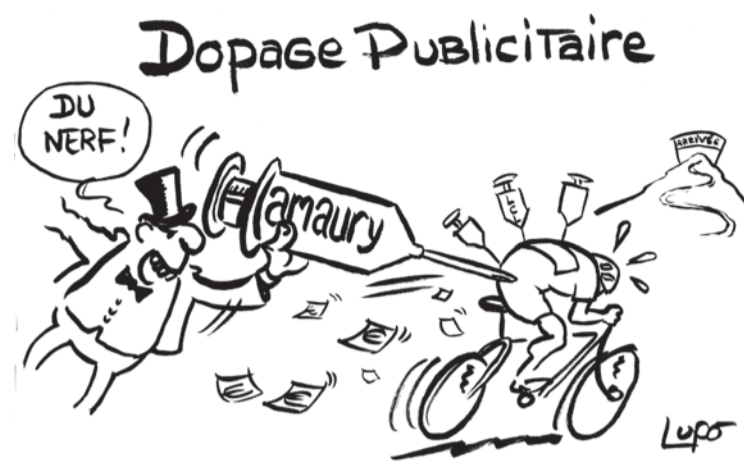
Ainsi, le gouvernement dispose, avant même la préparation du budget de la Sécurité sociale prévue à l'automne, de nombreuses pistes pour que la santé soit encore davantage sacrifiée, tandis que les hôpitaux continuent de rembourser des emprunts à taux élevés auprès des banques.

Jean Sanday

Tour de France: une affaire qui tourne bien... pour Amaury

Le Tour de France est le troisième plus grand événement sportif après le Mondial de football et les JO. Mais, à la différence de la plupart des grandes compétitions sportives, il est organisé par une entreprise privée, Amaury sport organisation (ASO), et non par une fédération sportive.

ASO appartient à la famille Amaury, 154^e fortune de France avec 300 millions d'euros en 2012, et qui possède notamment *Le Parisien*, *Aujourd'hui en France* et *L'Équipe*. Mais le Tour de France est le fleuron d'ASO, avec une rentabilité estimée à plus de 20%. D'où vient ce pactole? Principalement, des droits TV (50%) et du sponsoring (40%), c'est-à-dire la fameuse caravane du Tour et les réclames diverses. Les collectivités locales (10%) payent aussi pour accueillir un départ d'étape (65 000 euros) ou une arrivée (110 000 euros); sans parler de la ville-départ du Tour, Utrecht, qui a dû aligner quatre millions d'euros. Dans ces villes, commerçants et hôteliers sont à la



fête; mais les habitants la payent avec leurs impôts.

En trente ans, le chiffre d'affaires du Tour a été multiplié par dix. ASO organise également le Marathon de Paris, qui draine 40 000 coureurs ayant acquitté chacun quelque 100 euros par dossard; ou le rallye Dakar, maintenant délocalisé en Amérique du Sud et encore plus lucratif; ou Paris-Roubaix, le tour du Yorkshire, du Qatar, et tant d'autres événements sportifs, pour un chiffre d'affaires de 180 millions d'euros.

Alors, qui de Froome, Contador, Quintana, Nibali et autres coureurs, gagnera le Tour 2015? Au fond, peu importe aux actionnaires d'Amaury: sans donner le moindre coup de pédale, sans verser une goutte de sueur, ce sont eux qui toucheront le jackpot.

Michel Bondelet

Lutte Ouvrière à votre rencontre

Comme chaque année, les militants de Lutte Ouvrière profitent de la période estivale pour sillonner le pays afin de rencontrer tous ceux qui le souhaitent, tous ceux qui veulent discuter de la situation politique et sociale.

Et ce ne sont pas les sujets de discussion qui manquent.

Pas une semaine ne s'écoule sans l'annonce de fermetures d'entreprises, de plans de licenciements, de suppressions d'emplois. Le chômage ne cesse d'aug-

menter. Les classes populaires voient leur niveau de vie baisser. Elles portent tout le poids de la crise, permettant aux gros industriels, aux actionnaires, aux spéculateurs et autres financiers de maintenir le niveau de leurs richesses et même de les accroître. On voit aujourd'hui en Grèce comment toute une population peut se retrouver étranglée par le capital financier qui impose ses exigences aux États.

Alors, il est vital de mettre un terme à cette

dictature des puissances d'argent, et c'est possible. Non seulement les travailleurs sont, et de loin, les plus nombreux, mais ils sont aussi ceux qui produisent toutes les richesses, ceux qui font tourner toute la société.

Venez discuter avec nous, avec les militants de Lutte Ouvrière, des possibilités et des moyens de changer ce cours des choses. Dans la quinzaine qui vient, nous serons présents dans les villes suivantes:



BRETAGNE

Jeudi 9 juillet: Lanester

Vendredi 10 juillet:

Vannes

Samedi 11 juillet: Lorient

PYRÉNÉES

Jeudi 9 juillet: Tarbes

Vendredi 10 juillet: Pau

Samedi 11 juillet: Auch

AIN - SAVOIE

Jeudi 9 juillet: Albertville

Vendredi 10 juillet:

Annecy

Samedi 11 juillet:

Chambéry

EURE - ORNE

Jeudi 9 juillet: Alençon

Vendredi 10 juillet:

Argentan

Samedi 11 juillet: Flers

YONNE - SEINE-ET-MARNE

Jeudi 9 juillet: Montereau

Vendredi 10 juillet:

Nemours

Samedi 11 juillet: Melun

RÉGION DU HAVRE

Lundi 13 juillet: Le Havre

Mardi 14 juillet: Gonfreville / Harfleur

Mercredi 15 juillet:

Lillebonne

Jeudi 16 juillet: Fécamp

Vendredi 17 juillet: Bolbec

Samedi 18 juillet: Le Havre

NORD-PAS-DE-CALAIS - PICARDIE

Lundi 13 juillet:

Saint-Omer

Mardi 14 juillet:

Boulogne-sur-Mer

Mercredi 15 juillet: Calais

Jeudi 16 juillet: Amiens

Vendredi 17 juillet:

Compiègne

Samedi 18 juillet: Cambrai / Arras

TARN - LANGUEDOC

Lundi 13 juillet:

Perpignan

Mardi 14 juillet: Narbonne

Mercredi 15 juillet:

Carcassonne

Jeudi 16 juillet: Agen

Vendredi 17 juillet: Albi

Samedi 18 juillet:

Montauban

SEINE-MARITIME

Lundi 13 juillet: Rouen

Mardi 14 juillet: Grand-Quevilly / Rouen

Mercredi 15 juillet: Elbeuf

Jeudi 16 juillet: Dieppe

Vendredi 17 juillet:

Le Tréport

Samedi 18 juillet:

Abbeville

ALSACE

Lundi 13 juillet: Sélestat

Mercredi 15 juillet:

Haguenau

Jeudi 16 juillet: Stras-

bourg / Schiltigheim

Vendredi 17 juillet:

Colmar

Samedi 18 juillet:

Mulhouse

AUVERGNE

Lundi 13 juillet:

Clermont-Ferrand

Mardi 14 juillet: Vichy

Mercredi 15 juillet:

Montluçon

Jeudi 16 juillet: Issoire

Vendredi 17 juillet:

Moulins

Samedi 18 juillet: Riom